

# Les Allobroges Savoyards

Bimensuel départemental du PCF - N° 888 - mardi 19 novembre 2013

## Editorial

### Parce que ça craque de partout, il est urgent de rassembler pour une autre politique !

La dernière reculade connue du gouvernement, celle sur l'écotaxe, signe comme le terrible aveu d'impuissance d'une politique marquée par la soumission aux puissants.

A mesure que se creuse un fossé entre le gouvernement et les aspirations du peuple de gauche (*qui l'a élu !*), la droite et le Medef accroissent leurs exigences, se sentant pousser des ailes, se croyant tout permis. Ne voulant pas s'appuyer sur le mouvement populaire, se refusant à tenir leurs engagements envers lui, le président de la République et le premier ministre sont obligés de céder à chaque nouvelle demande patronale.

De ce fait, le fossé avec le peuple s'approfondit encore et nous sommes entrés dans une crise politique sérieuse et inquiétante. Elle ne peut que s'aggraver dès lors que le dernier atout de François Hollande, l'inversion de la courbe du chômage (*fût-ce par des emplois aidés*), semble bien en passe de lui échapper.

Cette crise politique est aussi une crise des valeurs républicaines dont témoignent la montée du FN dans les sondages et la servilité dont les commentateurs médiatiques font preuve à son égard.

C'est également une crise morale illustrée par le nauséux manifeste «des 343 salauds», car, en reprenant le titre même du «Manifeste des 343 salopes» de 1971, les signataires inversent ce qui était une manifestation courageuse et pro-



gressiste des femmes pour leur propre liberté, en un symbole de leur oppression et de l'exploitation de leur corps.

Ce manifeste rejoint ainsi les thèmes machistes et réactionnaires de l'extrême droite et d'une droite «décomplexée» par la paralysie du gouvernement.

Dans ces conditions, le fait que seul le ministre de l'Intérieur tire son épingle du jeu confirme le diagnostic pessimiste de la situation. D'autant qu'on peut se demander en quoi faire des Roms de dangereux «non intégrables», ou expulser une collégienne, est de nature à régler les problèmes du pouvoir d'achat, du chômage, de l'industrie, de l'impôt.

Alors il nous faut reprendre le long chemin de l'explication, de la pétition, de la manifestation, pour redonner du sens et du contenu au mot «gauche», pour reprendre la rue à la droite, pour recréer de l'espoir, pour rouvrir des perspectives.

C'est pourquoi nous vous appelons à signer et à faire signer la pétition exigeant que les citoyens soient consultés avant toute réforme territoriale et celle appelant à l'annulation de l'augmentation des tarifs des transports scolaires dans le 73.

C'est pourquoi les communistes tarins lancent un rassemblement «pour une révolution fiscale et sociale» à Albertville le 30 novembre, c'est pourquoi le Front de gauche appelle à manifester à Paris le 1<sup>er</sup> décembre. Oui, ce Front a connu des remous avec la préparation des municipales, mais sa volonté de les dépasser est porteuse d'esérance.

## Sommaire :

Editorial - Brèves... de comptoir ? - Les communistes savoyards dans l'action - Conférence de presse du Collectif pour l'hôpital de Moûtiers - Conférence de presse des communistes tarins - Allos sports - Lyon Turin : nouvelles informations - Inquiétudes à Carbone Savoie - Pétition contre l'augmentation des tarifs des transports scolaires du 73.

Alain Dupenloup

## Savoie

### Brèves pas forcément de comptoirs...

#### Donner à manger à ceux qui n'ont plus faim...

**A Moûtiers**, la communauté de communes Cœur de Tarentaise a voté une subvention de 1 500 euros en faveur du Club hôtelier de la ville «*afin qu'il puisse développer sa communication sur les activités locales*». Le Club va devoir réfléchir à trouver des activités... Une course de garçons de café, peut-être ?... Bref, ce doit être une subvention de solidarité envers un électorat réceptif.

#### La routarde albertvilloise de l'UMP.

**A Albertville**, Martine Berthet devrait diriger la liste de droite aux municipales (Vincent Rolland ayant de douloureux problèmes «*familiaux*»). Heureuse propriétaire de deux pharmacies (Lady potion, quoi), elle affirme un goût prononcé pour la délocalisation : adjointe aux finances à Ugine, habitante d'Albertville, pharmacienne à Chambéry, vice-présidente de la Co-Ral (Elle n'aurait rien en Maurienne), la dame est partout. Cette routarde tient peut-être la distance aux yeux de la bourgeoisie albertvilloise, mais la sortie de virage (électorale) pourrait se révéler douloureuse...

### Vincent Rolland papote mondialisation : mais que fait La Palice ?

**A Ugine**, lors de l'AG de l'association des retraités, l'UMP Vincent Rolland a déclaré : «*Ne nous racontons pas des histoires, la main d'œuvre chinoise ou indienne restera encore durablement moins chère qu'en Europe. Nos coûts seront donc supérieurs*». Présenté ainsi, avec la fausse naïveté voulue, l'argument tient du La Palice. Mais Vincent Rolland occulte quelques vérités, le fait que les trusts occidentaux organisent leur propre concurrence en délocalisant, le fait qu'on pourrait instaurer une taxe sociale pour «*compenser*» les différences salariales, le fait que l'avenir n'est pas à la concurrence, mais à la coopération dans l'idée de répondre aux besoins des peuples. Bref, tout bien réfléchi, La Palice mérite un meilleur héritier.

#### Quand un syndicat se veut « lucide et réaliste » ...

**A Albertville**, un syndicat du personnel hospitalier (ce n'est pas la CGT) a déclaré : «*Quand on voit le déficit du CHAM, il faut être lucide et réaliste, il n'y a plus d'argent : on ne peut plus avoir un hôpital dans chaque ville*». Cet argument est celui de la droite qui n'arrête pas de dire que notre pays vit au-dessus de ses moyens. C'est le leitmotiv du Medef qui entend ainsi convaincre les Français d'accepter sans résistance la casse des acquis sociaux. Il suffit pourtant de regarder les profits des sociétés du CAC 40 pour savoir que, **de l'argent, il y en a !** Quand un syndicat se veut «*lucide et réaliste*», ça craint.

## Chambéry

### La liste municipale « Cap à gauche » fait des propositions innovantes

Dans un petit tract fort bien conçu, la liste municipale «*Chambéry Cap à gauche*» demande : «*Chambéry centre a ses halles, pour quoi pas Chambéry le Haut ?*».

Notant que (voir numéro précédent des Allobroges), depuis que le magasin ED du quartier des Combes a fermé ses portes, l'ouverture d'un commerce de proximité se fait attendre, «*Cap à gauche*» regrette le manque d'informations sur le projet de réimplantation en préparation.

Va-t-il correspondre aux besoins des habitants ? Les prix seront-ils maîtrisés ? Ces questions méritent des réponses claires. D'autant, écrit «*Cap à gauche*», qu'il y a un manque très important d'activités économiques dans ce quartier «*qui a vu presque la totalité de ses commerces fermer*». Pour les progressistes qui construisent la liste, «*Nous avons tous besoin de produits de qualité à des prix abordables pour les consommateurs et rémunérateurs pour les producteurs*». De plus, la présence de commerces de proximité peut contribuer à relocaliser l'économie.

Précisant qu'il y a autant d'habitants à Chambéry le Haut qu'à Montmélian, exigeant que le quartier des Combes ne souffre plus du manque de commerces de proximité, «*Cap à gauche*» avance deux propositions originales : «*Pourquoi pas un magasin coopératif ? Pourquoi pas une halle associative ?*». La liste vient de lancer le débat d'une manière à la fois incisive et réfléchie.

#### LES ALLOBROGES SAVOYARDS

Bimensuel départemental du PCF  
326 avenue Alsace Lorraine - 73000 Chambéry  
Directeur de la publication :  
Alain Dupenloup  
Commission paritaire 0215 P 11348  
Tél. 04 79 62 04 13 - Fax : 04 79 62 17 51

Imprimé par nos soins

#### BULLETIN D'ABONNEMENT POUR 1 AN

Nom - Prénom : .....

Adresse : .....

22 euros

à renvoyer avec le règlement à :

Abonnement

Soutien à partir de 30 euros

Les Allobroges Savoyards, 326 avenue  
Alsace Lorraine, 73000 Chambéry.

Réabonnement

## Les communistes savoyards dans l'action Pétitions, rassemblements, ça bouge dans le 73 !

### Deux pétitions qui répondent à la situation :

Les communistes savoyards n'entendent ni laisser le monopole de la rue à la droite, ni accepter la politique d'austérité du gouvernement actuel. Ils ont lancé deux pétitions. La première, publiée dans le numéro précédent des Allobroges, intitulée «**rien sans nous**», rencontre un écho réel, de nombreuses signatures ayant tout de suite afflué chez les militants. Rappelons qu'elle exige «**une consultation des citoyens, par référendum, dès qu'une modification de l'organisation territoriale du pays est proposée, que ce soit pour les communautés de communes, les départements ou les régions**». L'exigence d'un tel référendum s'applique bien évidemment au projet d'Hervé Gaymard de fusionner les deux Savoie. Il est donc indispensable de continuer à faire signer cette pétition.

La deuxième appelle à **refuser l'augmentation des tarifs des transports scolaires**, augmentation décidée par la presque totalité des conseillers généraux du département, les 35 élus UMP, PS, Verts et «*Indépendants*» votant pour (*Tous ensemble, tous ensemble, ouais !*), **seuls les deux élus du Front de gauche, Christiane Lehmann et Jean-Louis Portaz, votant contre.**

Cette pétition (*publiée en dernière page de notre journal*) est signable en ligne sur le site du PCF 73 à cette adresse : <http://www.savoie.pcf.fr>. Il est important de le faire, car l'augmentation votée par le conseil général est conséquente (*voir les explications données en dernière page*), et ne va pas dans le sens de l'école gratuite pour tous sur tout le territoire.

Les communistes de la deuxième circonscription ont pris la décision, lors de leur Assemblée de Cevins, de faire signer les deux pétitions publiquement, le même jour, à Albertville et à Moûtiers.

**La signature publique des deux pétitions se fera le samedi 23 novembre, à 10 h. à Moûtiers sur le parking de Carrefour Market (anciennement Provencia), et également le samedi matin à Albertville.**



## Albertville

Le samedi 7 décembre, à Albertville, près de la librairie des Bauges,

**France-Palestine Solidarité fête le 10<sup>e</sup> anniversaire des FEMMES EN NOIR.**

Toute la population est conviée. Pour les enfants, un lâcher de ballons.

## Manif' du 1<sup>er</sup> décembre à Paris

Pour avoir tous les renseignements concernant cette initiative il faut téléphoner à la fédération de Savoie du PCF au 04 79 62 04 13.



Le PCF dans l'action

**France-Palestine Solidarité et Artisans du monde organisent une EXPOSITION-VENTE ARTISANAT DU MONDE**

*Maison Communale du Parc à Albertville,*

**Vendredi 29, samedi 30 novembre et Dimanche 1<sup>er</sup> décembre 2013.**

*Entrée libre.*

## Rassemblement et manif' de lutte

Les communistes de Tarentaise ont d'autre part décidé un large rassemblement pour reprendre la rue à la droite sans céder au social libéralisme, un rassemblement contre l'austérité, pour une révolution fiscale et sociale, pour exiger un changement total de politique.

**Ce grand rassemblement de lutte aura lieu samedi 30 novembre à 10h, Place de l'Europe à Albertville**

Tous les communistes, tous les progressistes, les syndicalistes, toutes celles et tous ceux qui avaient voté pour le changement sont invités à y participer. Le 30, à Albertville, on reprend la rue à la droite !

Et le lendemain,

**le 1<sup>er</sup> décembre, c'est la grande manifestation**

**du Front de gauche à Paris.**

**Le rapport du cabinet KPMG sur les hôpitaux de proximité provoque des remous justifiés**

### Moûtiers

#### Conférence de presse du collectif pour l'hôpital

Après la publication du rapport du cabinet d'expertises KPMG sur la réorganisation hospitalière en Tarentaise, le collectif pour l'hôpital de Moûtiers a tenu une conférence de presse dans ses locaux. Bernard Gsell, animateur du collectif, a analysé le contenu de ce rapport.

Il a d'abord noté que KPMG était un réseau mondial «de prestations de services d'audits fiscaux» travaillant pour de gros groupes comme Total, EADS ou EDF. «Conseiller en optimisation fiscale», KPMG explique aux investisseurs comment échapper à l'impôt. C'est cette société qui a été payée 140 000 euros par l'Etat (via les cotisations de la Sécurité sociale !) pour élaborer «un projet de santé pour la Tarentaise» !

Durant la mission de KPMG, le collectif pour l'hôpital lui a fait part de ses propositions. Il n'a été entendu que sur un point : un service d'urgences est indispensable à Moûtiers (12 000 entrées sur l'année !). Mais, a expliqué Bernard Gsell, «un service d'urgences n'a de sens que si l'on a les services de médecine et de chirurgie à proximité. Sinon, il n'est qu'une plate-forme de transferts vers d'autres hôpitaux». Or le rapport de KPMG propose surtout de faire de l'hôpital de Moûtiers un pôle de gériatrie pour tout l'arrondissement d'Albertville, Beaufortain compris, en lui laissant les soins de suite, et de modifier les urgences en ce qu'il appelle «un dispositif novateur de gestion des urgences commune entre médecins libéraux et médecins SMUR hors saison, renforcé en saison par des médecins urgentistes hospitaliers». Une mouture hospitalière du partenariat public privé, en quelque sorte, qui amène à se demander s'il s'agirait encore d'un véritable service d'urgences ! Quant à le qualifier de «novateur»...



Conférence de presse du Collectif dans les locaux de l'hôpital

Bourg St Maurice se chargerait de la traumatologie du ski pour la haute et la moyenne Tarentaise (Médipôle récupérant l'inévitable fuite des patients de moyenne Tarentaise), et Albertville assurerait l'essentiel des services actifs.

Ce schéma date de 2012 et est sponsorisé par l'Agence régionale de santé. KPMG n'a rien inventé. 140 000 euros pour réécrire le postulat de départ, ça fait cher la non nouveauté... Bernard Gsell a donc regretté qu'une seule hypothèse ait été privilégiée dès le départ, la proposition du collectif de maintenir la chirurgie osseuse à Moûtiers n'ayant été, ni retenue, ni même sans doute étudiée. Pourtant, avec des bâtiments et des blocs opératoires de qualité, un savoir-faire reconnu, le site hospitalier de Moûtiers pouvait devenir un centre de chirurgie osseuse, avec orthopédie en intersaison et maintien de l'activité chirurgicale toute l'année.

Le collectif n'entend donc pas baisser les bras, le ministère n'ayant d'ailleurs pas encore pris sa décision. Pour Bernard Gsell, l'action va continuer pour conserver un hôpital de proximité à Moûtiers.

### Réveillon de la St Sylvestre à Chambéry

avec Alain Musichini et son orchestre

organisé par les Allobroges savoyards

**mardi 31 décembre à partir de 20h30 salle des Conventions au parc des Expositions.**

Entrée et repas (Foie gras de canard, médaillon de chapon, sablé citron meringué, etc) : 60 €. Entrée sans repas (mais gratinée comprise) : 30 €. Réservation et vente au bar Le Nivolet (04 79 69 42 69) ou au PCF (04 79 62 04 13).

**Samedi 30 novembre**

**rassemblement de lutte à Albertville**

(10h Place de l'Europe)

à l'initiative du PCF

**contre l'austérité, pour une révolution sociale et fiscale.**

Ne laissons pas la rue à la droite, rassemblons-nous !

## Albertville

### **Les communistes de la 2<sup>ème</sup> circonscription choisissent le développement de l'hôpital public**

Réunis à Cevins pour une Assemblée consacrée à la question hospitalière en Tarentaise (*plus de 30 présents et un débat d'une grande richesse*), les communistes des sections de la deuxième circonscription avaient décidé de tenir une conférence de presse. Ce fut fait le mardi 19 novembre dans les locaux de la section d'Albertville.

Alain Dupenloup a expliqué pourquoi ce problème était important. Plus de 100 000 habitants vivent dans la 2<sup>ème</sup> circonscription, et la Tarentaise compte entre 350 et 400 000 lits touristiques (*sans compter le Beaufortain*). De bonnes structures hospitalières sont donc indispensables. Il faut, de plus, prendre en compte la géographie qui implique le maintien de la proximité, et le climat montagnard qui appelle à ne pas éloigner les structures des vallées.

Du coup, le rapport KPMG était attendu. *«Mais nous considérons que ses conclusions étaient portées par l'ARS depuis un certain temps»*. Pour schématiser, elles proposent la traumatologie du ski sur Bourg, les services actifs, pour l'essentiel, sur Albertville, et la gériatrie à Moûtiers. *«Il ne s'agit pas de sous-estimer le problème crucial de la gériatrie, mais nous regrettons qu'un certain nombre de réalités aient été occultées. En particulier, c'est à Moûtiers qu'il y a le plus de chirurgie osseuse en hiver. L'idée de développer la chirurgie osseuse à Moûtiers et le viscéral à Albertville aurait donc pu être travaillée»*.

*«En fait, si le rapport KPMG était adopté tel que par le ministère, cela conduirait à la disparition d'un des trois hôpitaux de proximité de Tarentaise, cela se traduirait par un recul de l'offre de soins de l'hôpital public»*.

Pour les communistes, **il faut redonner toute sa place à l'hôpital public**, et donc lutter contre la fuite des patients qui affecte les services de Tarentaise. Or le rapport KPMG n'apporte guère de solutions dans ce sens. Pire, l'idée d'aider au renforcement des cabinets privés des stations (*merci l'argent public !*) pourrait bien se traduire par une aggravation de la fuite de patients envoyés directement plus loin que dans les trois hôpitaux de proximité de Tarentaise. C'est au contraire du renforcement de ces hôpitaux dont on a besoin, hôpitaux qui ont toujours su travailler en coopération avec les structures médicales d'altitude. L'avenir est aux coopérations (*y compris entre les trois hôpitaux*), pas aux mises en concurrence.

La mise en concurrence affaiblit le secteur public, pour le plus grand bénéfice du secteur privé. Médipôle connaît aujourd'hui des difficultés certainement liées à sa vision essentiellement



*Il y avait du monde à l'AG des communistes tarins*

financière de la médecine (*qui a entraîné de la désillusion chez des patients*) et entend *«se refaire»* avec les fuites du public. Il est donc important de redonner de la force au public.

D'autre part, alors qu'il faut des décisions budgétaires fermes pour développer l'hôpital d'Albertville, cela n'est pas fait. La politique d'austérité d'un gouvernement dont le budget est désormais contrôlé par la commission européenne ne va d'ailleurs pas faciliter les choses. C'est pourquoi on peut légitimement penser que le site hospitalier d'Albertville ne sera pas en capacité d'accueillir les patients ne trouvant plus à Moûtiers les services de soins dont ils ont besoin. **«Fermer du public alimente le privé, même si les pratiques de ce dernier sont discutables, même si les dépassements d'honoraires parfois scandaleux y sont pratique courante»**.

Pour nous communistes, l'argent doit aller à la satisfaction des besoins, les besoins ne doivent pas servir à faire de l'argent.

Pour toutes ces raisons, *«nous demandons que la réflexion se prolonge sur l'avenir des trois hôpitaux de Tarentaise, que le ministère retarde sa prise de décision, une nouvelle étude ayant été commandée par les trois communautés de communes d'Aigueblanche, Bozel (c'est en fait un Sivom) et Moûtiers»*.

Les communistes font plusieurs propositions de fond. Ils estiment qu'il faut sortir de la tarification à l'acte et cesser de considérer l'hôpital public comme *«une entreprise»*. *«Ensuite, et de ce point de vue un pôle public bancaire faciliterait les choses, ils proposent que des prêts à taux zéro soient octroyés aux hôpitaux publics pour leurs investissements et leurs achats de matériels médicaux. Et, concernant la gériatrie, Claude Léger à Albertville et Les Cordeliers à Moûtiers pourraient en bénéficier tout de suite, par exemple au travers de prêts de la Caisse des dépôts et consignations. Le social n'est certes plus la mission de l'établissement, mais le Conseil général pourrait pousser à ce qu'il le redevienne»*.

Alain Dupenloup terminera en disant : *«Les critères de rentabilité s'opposent complètement à la nécessaire sérénité de la pratique médicale»*.

## Allos sports

**Rugby :** Le **SOUAlbertville** a repris la tête de sa poule de championnat Honneur Régional après une large victoire face aux banlieusards de Valence de Guilherand-Granges, en dépit d'un temps exécrable. D'ici à la fin des matchs aller, le calendrier des équipiers de Blanc et Dupoux sera plus ardu avec deux déplacements à Vallon de la Tour et à Aix les Bains pour un derby au parfum nostalgique, avant la réception de Privas. En fédérale 2, l'**US Montmélian** peut refaire une partie de son retard grâce à deux réceptions (Le Creusot et Vichy) pour un déplacement à Beaurepaire, avant la trêve. Quant au **SOChambéry**, il va terminer la phase aller en accueillant La Seyne avant d'aller chez le leader actuel, Mâcon. Et le premier décembre, il entamera les matchs retour à Romans. Il faudra alors faire un premier bilan pour ce retour en Fédérale1.

**Handball :** Après une victoire convaincante en championnat face à Nantes, les Chambériens ont été éliminés en 1/4 de finale de la Coupe de la Ligue par Saint-Raphaël où évolue désormais Xavier Barrachet. C'est d'autant plus regrettable que **Chambéry accueillera les parties finales de cette compétition, les 1<sup>er</sup> et 2 février au Phare**. Les amateurs de hand devraient quand

même se régaler avec les meilleures formations du pays, à l'exception de ...Chambéry : Paris, Dunkerque, Montpellier et Saint-Raphaël. De plus, les blessures recommencent à perturber l'équipe : les frères G et B Gille et surtout E Basic indisponible pour plusieurs mois et pour lequel le club est à la recherche d'un joker médical.

**Football :** La grève des footballeurs professionnels pour protester contre la taxe 75% appliquée aux très hauts revenus est reportée. La participation des plus riches à la solidarité nationale ne serait pourtant que justice, surtout lorsque l'on sait que cette taxe est provisoire. Quand les plans de licenciements se multiplient, il est indécent de constater que des nantis refusent de participer à l'effort commun. Qu'ils refusent la sélection en équipe nationale s'ils refusent de contribuer à maintenir des services publics déjà fortement menacés par ailleurs ! En attendant espérons que les amateurs du **FC Nivolet** réussiront l'exploit lors du 7<sup>ème</sup> tour de la Coupe de France.

**Basket :** Un léger mieux pour les féminines du **BOSavoie** avec une victoire à domicile, à confirmer. Pour **Aix-Maurienne** en Pro B, le bilan est actuellement équilibré et les Savoyards restent dans le milieu du tableau.

G. Simon

## La Ravoire

### Encore un camion qui se renverse sur la VRU

Le samedi 16 novembre, en fin d'après-midi, en pleine heure de pointe, un camion de 19 tonnes s'est couché en travers de la voie rapide de Chambéry, paralysant la circulation dans le sens Grenoble Chambéry (*on a compté 5 km de bouchon*) et bloquant la voie de gauche dans l'autre sens.

Le poids lourd transportait un rouleau compresseur dans sa benne, et une tractopelle de 15 tonnes sur sa remorque, de quoi faire de terribles dégâts si des voitures l'avaient suivi de près. Heureusement, ce ne fut pas le cas.

S'il n'est pas question, pour notre journal, de tirer des conclusions hâtives de cet accident avant même que l'enquête n'ait eu lieu, nous tenons à rappeler deux choses. D'une part, la libéralisation dans le domaine des transports routiers s'est faite, **inévitablement**, au détriment de la sécurité, et, d'autre part, les réticences libérales (*c'est un euphémisme*) à redévelopper le fret ferroviaire accroissent la présence des poids lourds sur nos routes, là encore au détriment de la sécurité.

### Une initiative des conseillers généraux du Front de gauche en Savoie

Pour s'opposer à l'augmentation des tarifs des transports scolaires en Savoie, il y a la pétition présentée par notre journal. Mais il y a également une initiative du même type lancée par les deux conseillers généraux du Front de gauche, Christiane Lehmann et Jean-Louis Portaz. Cette initiative mérite d'être tout autant soutenue que celle des Allobroges, et on peut parfaitement participer aux deux, il faut participer aux deux. Comme on dit, «ça ne mange pas de pain», mieux même, ça renforce la résistance.

Pour Christiane Lehmann et Jean-Louis Portaz, le site du conseil général affirme que «les transports scolaires constituent un

*maillon essentiel de l'action éducative*», et que «la gratuité doit y être recherchée». Or, visiblement, la majorité des élus du conseil général fait l'inverse de ce que propose son site !...

Christiane Lehmann et Jean-Louis Portaz expliquent que «plus de 8 millions de Français (dont 2,7 millions d'enfants) vivent en dessous du seuil de pauvreté. On ne saurait leur demander des efforts supplémentaires !».

Les deux élus du Front de gauche demandent donc «l'abandon des projets d'alourdissement de la part des familles dans le financement des transports scolaires».

**Une pétition est à signer sur**

<http://www.petitionpublique.fr/?pi=P2013N45406>

## Lyon Turin

### L'Acac continue son travail d'information

#### Des propositions pertinentes

L'Acac, c'est «l'Association anti-contournement autoroutier de Chambéry». Soutenant le choix du ferroviaire, l'Acac souhaite la commande rapide de nouveaux wagons Modhalor pour répondre à la saturation prévisible de l'autoroute ferroviaire alpine. Elle demande la réalisation immédiate du nouveau terminal de l'autoroute ferroviaire à Grenay (banlieue lyonnaise) et «l'adaptation des voies ferrées entre Chambéry et St André le Gaz afin de soulager l'autoroute A 43 et la VRU de Chambéry du trafic ininterrompu de poids lourds». L'Association exige aussi «l'instauration des mêmes règles entre le tunnel routier du Fréjus et celui du Mont-Blanc pour les poids lourds les plus polluants» afin que la Savoie et la Maurienne ne ramassent pas tout. Elle propose «l'interdiction des poids lourds de 44 tonnes dans les deux tunnels, les forts dénivelés dans les vallées augmentant les risques d'accidents». Il faut en revenir à l'autorisation des 44 tonnes uniquement pour prendre l'autoroute ferroviaire, «comme cela se faisait il y a deux ans, avant que la FDSEA n'intervienne».

## Notre Dame de Briançon

### La CGT de Carbone Savoie exprime de nouveau de lourdes inquiétudes

Les syndicalistes CGT de l'usine Carbone Savoie sont inquiets. Dans un tract distribué à l'ensemble des salariés ils se demandent si Carbone Savoie n'est pas «en train de mourir en silence».

Tous les départs en retraite ne sont pas remplacés et des mesures de chômage sont annoncées (Par contre les dividendes continuent à être versés aux actionnaires... malgré un recul du chiffre d'affaires !). La CGT rappelle qu'en 2006 Carbone Savoie (alors UCAR) comptait environ 680 salariés, alors qu'il n'en reste plus que 347. Plus de 330 emplois ont été supprimés, 5 ateliers ont été fermés !

Pour le syndicat, «cette baisse de l'emploi ne doit rien au hasard, elle est due à la stratégie de la direction du groupe». Aujourd'hui, il faudrait investir dans l'outil de production pour répondre au vieillissement et à l'usure des installations, il faut donner des moyens importants au secteur «Recherche et développement», mais, pour le moment, ce n'est pas fait. La CGT demande donc

### Tombola du PCF 73

*Les bons résultats appellent à continuer !*

Plusieurs sections ont dépassé leurs objectifs, alors que d'autres ne se sont pas encore manifestées. Cela prouve à l'évidence

### A propos du vote des députés pour le Lyon Turin

L'Acac se félicite naturellement du vote unanime des députés (le 31 octobre) en faveur de l'accord franco-italien pour le Lyon Turin, vote unanime à l'exception d'EELV et du FN (pour le FN, on comprend, le ferroviaire n'est pas sa tasse de thé, pour EELV, on comprend moins).

Le porte-parole des No Tav à l'Assemblée nationale (les opposants au Lyon Turin) a raconté un peu n'importe quoi. Il a ainsi affirmé que la voie historique était sécurisée, «ne nécessitait pas de travaux et devait être utilisée à saturation avant de lancer les travaux du Lyon Turin». Notons simplement que le tunnel ferroviaire actuel du Mont-Cenis ne comporte aucune issue de secours sur ses 13 km. Bonjour la sécurité !

Quant à la Cour des Comptes, dont la plupart des rapports vise à conforter la politique d'austérité, elle semble prendre ses distances avec son premier rejet du Lyon Turin. Son représentant fait désormais dans l'alambiqué gêné.

On peut donc espérer qu'après toutes les remises en cause, tous les freins apportés au dossier, le bon sens est peut-être en train de l'emporter. Peut-être. C'est à suivre.



que les investissements nécessaires soient effectués, ou que la direction cherche un repreneur pour pérenniser le site de Notre Dame de Briançon. L'entreprise a des atouts, ses productions sont utiles, c'est à son développement qu'il faut réfléchir.

Du coup, face à la dégradation de la situation, le responsable cégétiste David Pivier écrit : «Nous sommes confrontés à un véritable plan social qui ne dit pas son nom et l'entreprise est en train de s'éteindre». Il appelle donc les salariés à s'unir pour résister, à se rassembler pour défendre l'emploi et l'usine.

que les militants communistes sont très conscients des enjeux financiers. Ce sont eux qui donneront à leur parti les moyens de son action politique, personne ne le fera à leur place.

**Le tirage public se fera le 29 novembre à partir de 17h30 au siège de la fédération de Savoie du PCF.**

## Non à l'augmentation des tarifs des transports scolaires !

Comme nous l'expliquons en pages intérieures, l'immense majorité du conseil général de la Savoie (*seuls les deux élus Front de gauche ayant voté contre*) a décidé d'augmenter les tarifs des transports scolaires. Cette augmentation est conséquente. Elle est, par exemple, de 4 euros pour le premier enfant d'un couple de Haute-Tarentaise et peut aller jusqu'à 400 euros pour une famille de trois enfants dans le Beaufortain. Ces deux familles payaient déjà des «*frais de dossier*» perçus par les collectivités locales, à savoir 41 euros dans le premier cas et 60 euros dans le second (*ce doit être des dossiers très complets...*).

L'augmentation décidée est injuste, puisqu'un couple de salariés au Smic et un couple gagnant 35 000 euros par mois payeront la même chose. **Même les familles sous le seuil de pauvreté payeront !** Les communistes refusent cette injustice et affirment leur attachement à la gratuité de l'école publique sur tout le territoire. C'est une conquête de la République à faire revivre !

Ce sont les élus socialistes et Verts qui ont défendu cette augmentation des tarifs des transports scolaires au conseil général, la droite les laissant bien volontiers s'acquitter du sale travail. Le conseil général n'a plus assez d'argent, ont-ils dit, alors il faut bien que chacun donne «*un petit quelque chose*»... Mais en disant cela, ils ont menti par omission, cachant ainsi que, avec le transfert de nouvelles missions au département, l'Etat lui doit de l'argent : **54,13 millions d'euros pour les seuls domaines social et éducatif !** (*étude du département en 2009*). Pourquoi les élus savoyards ne mènent-ils pas bataille pour en obtenir le remboursement ?

Autre élément de réflexion, la suppression de la taxe professionnelle décidée par le gouvernement de Nicolas Sarkozy (*et acceptée par les députés savoyards, également conseillers généraux*) a entraîné **une perte de 20,07 millions d'euros** pour la Savoie ! Ils ont soutenu cette suppression, maintenant ils se plaignent... et font payer les familles ! Belle mentalité !

Les 35 ont également invoqué la hausse de la TVA pour justifier l'augmentation des tarifs. C'est parfaitement scandaleux, car, parmi ces 35 conseillers généraux, il y a des élus nationaux qui ont une responsabilité dans la hausse de la TVA et viennent s'en plaindre à Chambéry !

Enfin, une modeste augmentation de 0,25% de la taxe foncière perçue par le département (*cela ferait 5 euros pour une maison construite sur un terrain de 1 000 m<sup>2</sup>*) suffirait à éponger le surcoût des frais de transports scolaires. Pourquoi ne pas la voter ? Allons plus loin : la Savoie est classée au 91<sup>ème</sup> rang des départements français pour le taux de la taxe foncière. Si le conseil général appliquait au département le taux moyen national, **il engrangerait 35 millions d'euros !**

Il n'y a qu'une réponse possible à tout ceci, c'est de signer et de faire signer la pétition du PCF (*On peut en ligne sur le site du PCF à cette adresse : <http://www.savoie.pcf.fr>*). Rappelons qu'on pourra aussi la signer à Albertville et à Moûtiers le samedi 23 novembre.

Signez et faites signer la pétition ci-dessous :

### Non à l'augmentation des transports scolaires !

Monsieur le Président du conseil général de la Savoie,

Vous nous avez informés, par courrier du 18 octobre 2013, de l'intention du conseil général d'augmenter la participation des familles aux transports scolaires dès la rentrée 2014.

En retour de courrier, nous affirmons notre attachement à la gratuité de l'école publique sur tout le territoire. Nous affirmons notre refus de toute nouvelle taxation des familles savoyardes.

Alors que la plupart de nos salaires régresse, que les prix des produits indispensables augmentent, nous demandons au conseil général de renoncer à toute nouvelle participation supplémentaire des familles, particulièrement pour les transports scolaires.

NOM

PRENOM

VILLE

MAIL

SIGNATURE

.....

.....

.....

.....